

**Communiqué
de presse**



Contacts presse

**Département de
l'information et de
la communication**

Fabien Durand

3, rue de Valois
75001 Paris Cedex 01
tl. : 01 40 15 80 05
tlc : 01 40 15 80 72

**Signature de la première convention
Etat / CNC / Région sur le
développement cinématographique**

par Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication, et Michel Sapin, Président de la région Centre, lundi 20 septembre à Orléans

Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication, se rendra à Orléans lundi 20 septembre 2004 afin de signer la première convention de développement cinématographique entre l'Etat, les régions et le Centre national de la cinématographie.

Cette convention triennale (2004-2006) est la première de cette nature et donne un nouvel élan à l'action conjointe de l'Etat et de la région. Elle est destinée à dynamiser le dispositif régional de soutien à la production cinématographique dans toutes ses composantes (écriture, développement, production).

Elle traduit la volonté de Renaud Donnedieu de Vabres de contribuer à la relocalisation des tournages en France, facteur de créations d'emplois.

Aux termes de cette convention, l'Etat s'engage à apporter une contribution financière très importante en vue d'inciter et de soutenir l'investissement des collectivités territoriales dans la production cinématographique : le CNC apportera 1 euro pour 2 euros investis par la Région, soit, au total, 50% de l'effort investi par les collectivités territoriales.

Une dizaine de conventions régionales sera signée d'ici la fin de l'année.

Paris, le 20 sept. 04

Ci-après : texte de la convention

CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT

CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL

2004 - 2006

ENTRE

L'ETAT

(Ministère de la culture et de la communication
- Préfecture de la Région Centre
- Direction régionale des affaires culturelles
de la région Centre)

LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

ET

LA REGION CENTRE

PRÉAMBULE

La présente convention triennale établie entre l'Etat (Ministère de la culture et de la communication – Préfecture de la Région Centre - Direction régionale des affaires culturelles de la Région Centre), le Centre national de la cinématographie et la Région Centre a pour objet le développement du secteur cinématographique et audiovisuel dans la région Centre, tant en matière de diffusion culturelle et d'éducation artistique que dans le domaine de la création et de la production cinématographiques et audiovisuelles.

Elle détermine et met en œuvre une politique conjointe des parties, afin de coordonner et d'amplifier les soutiens apportés au cinéma et à l'audiovisuel dans le cadre régional.

Le cadre de la présente convention est commun à l'ensemble des Régions qui désirent s'engager avec l'Etat et le CNC dans cette politique conjointe. Ce cadre commun doit permettre, dans le respect des accords particuliers avec chacune des Régions, la mutualisation des informations et les échanges d'expériences nécessaires à un développement cinématographique et audiovisuel en région respectant les principes de bonne coopération et de mise en valeur des complémentarités au niveau interrégional. A cet effet, des réunions périodiques de concertation entre l'Etat, le CNC et les Régions sont organisées, à l'initiative de l'Etat, du CNC, d'une ou plusieurs Régions.

En matière d'intervention économique, conformément à l'article 102 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, les départements, communes et leurs groupements peuvent intervenir, en complément de la Région, dans le développement cinématographique et audiovisuel, en participant financièrement à la mise en œuvre des régimes d'aides définis au niveau régional. L'intervention de ces collectivités doit faire l'objet d'une convention avec la Région et respecter les conditions générales d'intervention fixées par la Région dans sa délibération. Cette convention doit prévoir les modalités de la participation financière des collectivités à la mise en œuvre des aides régionales, et notamment l'inscription des crédits.

Le contexte actuel de la production cinématographique et audiovisuelle rend nécessaire la mise en œuvre de moyens financiers supplémentaires. Un processus préalable de concertation a été engagé avec l'ensemble des professions de ce secteur en région (producteurs, auteurs-réalisateurs, techniciens, comédiens, prestataires techniques).

* *

*

Au cours de ces dernières années, la Région Centre a développé de façon significative les moyens accordés à la mise en œuvre de sa politique culturelle. Dans les domaines du cinéma et de l'audiovisuel, de nouvelles initiatives ont été encouragées et soutenues, la Région Centre intervenant selon trois axes principaux :

- En matière de diffusion culturelle, outre un soutien à la rénovation technique et à la programmation " art et essai " des salles de cinéma, la région Centre a développé un outil original de diffusion en milieu rural, les Cinémobiles. La programmation des associations, les festivals ou semaines cinématographiques sont accompagnés afin d'offrir au public régional une offre culturelle riche et diversifiée. La mise en réseau est privilégiée avec le soutien accordé au regroupement de salles de cinéma ou de lieux de diffusion.
- Dans le domaine de la création, la Région Centre s'est imposée comme l'une des collectivités territoriales les plus dynamiques en s'engageant auprès des jeunes réalisateurs et en mettant en place des dispositifs d'aide à l'écriture et à la production. Ces dispositifs concernent le court métrage, les premiers et deuxièmes longs métrages et le documentaire de création. Les choix régionaux s'appuient sur l'expertise de commissions constituées uniquement de professionnels du secteur.
- En matière d'éducation à l'image, la Région Centre est l'une des premières collectivités à avoir engagé la création d'un pôle régional d'éducation à l'image. Dans le cadre de cette politique de sensibilisation et de formation, la Région Centre soutient un grand nombre d'opérations en partenariat avec le Ministère de la Culture. Elle a initié la mise en place du dispositif " Aux arts lycéens ! " qui élargit le champ d'intervention de l'éducation artistique au cinéma et à l'audiovisuel. .

* *

*

La Direction régionale des affaires culturelles de la région Centre (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région) est dotée d'une compétence générale pour les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia, et mène une politique cinématographique et audiovisuelle, en concertation avec l'ensemble des collectivités territoriales et du milieu professionnel.

A ce titre, chaque année, elle soutient un certain nombre d'actions dans ce secteur tant en terme de développement culturel que d'aménagement du territoire, d'éducation artistique et d'accès du plus grand nombre aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Elle intervient dans deux domaines en particulier :

- la diffusion culturelle, cinématographique et audiovisuelle, à travers son soutien à des : rencontres ; manifestations et festivals ; actions de diffusion, notamment dans le domaine du film art et essai ; actions associatives ...
- l'éducation artistique et la formation, à travers : les opérations " Ecole, Collège et Lycéens au cinéma " et " Un été au ciné / Cinéville " ; le partenariat culturel des options cinéma – audiovisuel spécialisées dans les lycées ; les actions à l'Université et avec les IUFM ; le pôle régional d'éducation artistique et de formation.

La DRAC du Centre prend en compte quatre objectifs prioritaires :

- Affirmer la dimension territoriale de l'intervention du ministère : l'aménagement culturel du territoire constitue une priorité affichée, a fortiori dans un contexte de décentralisation et de développement des partenariats avec les collectivités territoriales.
- Sauvegarder, enrichir et valoriser les patrimoines.
- Soutenir la création et la diffusion, dans un objectif de diversité : dans un contexte marqué par les phénomènes de concentration économique et le poids des médias, le ministère doit être le garant de la diversité culturelle et de l'ouverture à l'ensemble des courants artistiques.
- Elargir les publics : sensibilisation aux disciplines artistiques dès le plus jeune âge, développement des pratiques artistiques à l'âge adulte ; égal accès de tous à la culture, lutte contre les exclusions, élargissement et diversification des publics.

*

*

*

Dans la région Centre, et en relation étroite avec la DRAC, le Centre national de la cinématographie, dans le cadre de ses missions, intervient en matière de :

- soutien à la création et à la production cinématographiques, audiovisuelles et multimédia et à l'accueil des tournages de films dans la région (système national d'aides aux œuvres ; accompagnement financier de la démarche du Conseil régional pour l'aide à la création et à la production et pour l'accueil des tournages) ;
- soutien à la diffusion cinématographique (par exemple, pour les rencontres et manifestations professionnelles d'intérêt national / international dans la région) ;
- soutien à l'exploitation cinématographique et à la distribution des œuvres (système national d'aides aux salles de cinéma implantées dans la région ; par exemple pour la création et la modernisation des salles dans les zones insuffisamment desservies, et pour la diffusion du cinéma art et essai) ;
- autres soutiens au cinéma (par exemple dans le domaine du patrimoine) et à l'audiovisuel.

Vu la Loi n° 2002 - 276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son article 102 ;

Vu la Loi n° 92 - 651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur des salles de spectacle cinématographique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, particulièrement ses articles 1511-1 à 1511-7 ;

Vu le Code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels ;

Vu le décret n° 98 - 35 du 14 janvier 1998 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie audiovisuelle ;

Vu le décret n° 99 - 130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret n° 2003 – 1017 du 24 octobre 2003 modifiant le décret n° 99 - 130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et les décrets n° 95-110 du 02 février 1995 et n° 98 - 35 du 14 janvier 1998 relatifs au soutien financier de l'Etat à l'industrie audiovisuelle ;

Vu la délibération n° 04 01 106 du 16 janvier 2004 du Conseil régional approuvant le règlement du fonds régional d'aide à la production cinéma et audiovisuel

Vu la délibération n° du 09 juillet 2004 du Conseil régional autorisant son Président à signer la présente convention ;

Vu la convention quinquennale 2003-2007 conclue le 20 février 2003 entre la Région Centre et l'association Atelier de Production Centre Val de Loire (APCVL)

Considérant la communication du 26 septembre 2001 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des Régions concernant certains aspects

Considérant la communication du 16 mars 2004 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions sur le suivi de la communication de la Commission sur certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles du 26 septembre 2001 ;

Considérant la circulaire n° LBL B0 310007C du 16 Janvier 2003 du Ministre délégué aux libertés locales relative à la mise en œuvre des dispositions de l'article 102 de la loi du 27 février 2002 ;

Considérant la circulaire n° 249240 du 3 mai 2002 du Ministre de la culture et de la communication relative aux aides à la production cinématographique et audiovisuelle ;

Considérant la circulaire n° 2003 / 018 du 17 octobre 2003 du Directeur général du CNC relative aux pôles régionaux d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel ;

ENTRE

L'État, représenté par le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, Monsieur André Viau, ci-après désigné " l'Etat ",

Le Centre national de la cinématographie, représenté par son Directeur général, Monsieur David Kessler, ci-après désigné " le CNC ",

ET

La Région Centre, représentée par son Président, Monsieur Michel Sapin, ci-après désignée " la Région ",

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention triennale

La présente convention de développement cinématographique et audiovisuel entre l'Etat (Ministère de la culture et de la communication – Préfecture de la Région Centre - Direction régionale des affaires culturelles de la

région Centre), le Centre national de la cinématographie et la Région Centre a pour objectif de développer la politique cinématographique et audiovisuelle en région Centre, à travers cinq axes prioritaires d'intervention mis en œuvre dans les années 2004, 2005 et 2006.

TITRE I : SOUTIEN A LA CREATION, A LA PRODUCTION ET AUX TOURNAGES EN REGION

ARTICLE 2 – Fonds régional d'aide à la création et à la production

Dans le cadre de la présente convention conclue pour les années 2004, 2005 et 2006, la Région Centre renforce son fonds régional d'aide à la création et à la production cinématographiques et audiovisuelles.

Dans le cadre d'une convention quinquennale, elle confie à son antenne cinématographique, l'Atelier de Production Centre Val de Loire (APCVL), les missions suivantes :

- Expertise artistique et technique des projets déposés auprès de la Région au titre des aides à la création dans les domaines du court métrage, du film d'animation, du long métrage et du documentaire de création : l'APCVL met en œuvre cette expertise et des outils d'accompagnement en faveur des auteurs ;
- Accueil de tournages : l'APCVL intervient en qualité de *Commission régionale du film* et assure, pour les productions des différents secteurs d'activité du cinéma et de l'audiovisuel, un soutien logistique gratuit (pré-casting, pré-repérage, demande d'autorisation de tournages...) ;
- Coordination : l'APCVL assure la coordination d'outils de développement de la politique régionale en matière d'image (dont la présente convention de développement cinématographique Etat – Région).

Chapitre 1 : Aide à la création cinématographique et audiovisuelle

ARTICLE 3 – Aide à la création cinématographique et audiovisuelle

Dans le cadre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour la période de 2004 à 2006, la Région Centre attribuera des aides à la création selon les dispositions qui suivent, prévues aux articles 4, 5, 8, 9 et 10 de la présente convention et dans le respect des règlements qu'elle aura définis.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Centre poursuivra et développera son effort financier en faveur de la création cinématographique et audiovisuelle.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, le Centre national de la cinématographie accompagnera financièrement l'effort de la Région par une subvention forfaitaire globale annuelle, versée à la Région, et destinée à accroître l'intervention financière de la Région dans ce domaine.

ARTICLE 4 - Aides à l'écriture et au développement

Les aides à l'écriture s'adressent à tout réalisateur ou scénariste d'œuvre cinématographique ou audiovisuelle qui propose un projet d'écriture conformément aux critères d'éligibilité définis par la Région Centre.

Les aides au développement sont destinées à participer aux frais de préparation et d'écriture, de démarches auprès des diffuseurs et des co-producteurs. Elles sont accordées à une société de production autorisée, voire à une association pour certains projets audiovisuels.

- Éligibilité

Sont éligibles à ces aides de la Région Centre les projets qui respectent les règlements définis par la collectivité et dont les intentions sont jugées par un comité de lecture comme présentant des garanties satisfaisantes de la qualité artistique de l'œuvre.

- Montants des aides

Les montants des aides à l'écriture et au développement sont plafonnés, ces plafonds sont définis par genre et font l'objet d'une inscription dans les règlements d'attribution et de fonctionnement de ces aides votées par le Conseil régional du Centre.

La Région Centre fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite des plafonds suivants :

Aide à l'écriture de documentaires : 3 000 euros ;

Aide au développement de documentaires : 4 500 euros ;

Aide à la première version de premiers et deuxièmes longs métrages : 10 000 euros ;

Aide à la réécriture de premiers et deuxièmes longs métrages : 7 500 euros.

- Convention

Une convention liant la Région Centre et le bénéficiaire précise les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide et stipule les obligations du bénéficiaire.

- Comité de lecture

Le comité de lecture est composé de professionnels, son organisation est confiée à l'Atelier de Production Centre Val de Loire. Des représentants de la Région Centre et de l'Etat (DRAC du Centre) participent aux réunions du comité de lecture en qualité d'observateurs.

Le comité de lecture est chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région ainsi que leur faisabilité.

Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Région Centre à qui revient la décision finale d'accorder une aide aux projets présentés.

ARTICLE 5 - Aides aux courts métrages de fiction, de documentaires et d'animation

Les aides aux courts métrages de fiction, d'animation et de documentaires sont destinées à soutenir les projets de créateurs, domiciliés ou non dans la région.

- Eligibilité

Sont éligibles à ces aides de la Région Centre les œuvres cinématographiques et audiovisuelles d'une durée inférieure à 60 minutes, qui respectent les règlements définis par la collectivité et dont la qualité d'écriture du scénario et la filmographie du réalisateur sont jugées par le comité de lecture comme présentant des garanties satisfaisantes de la qualité de l'œuvre future.

Présentées par des sociétés de production, titulaires d'une autorisation dans le cas du cinéma, voire par des associations pour certains projets audiovisuels, les œuvres doivent être tournées et faire l'objet de dépenses sur le territoire régional selon les critères de territorialisation adoptés par la Région.

- Montants des aides

Les montants des aides aux courts métrages de fiction, de documentaires et d'animation sont plafonnés, ces plafonds sont définis par genre et font l'objet d'une inscription dans les règlements d'attribution et de fonctionnement de ces aides votées par le Conseil régional du Centre.

La Région Centre fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite des plafonds suivants :

Aide à la production de court métrage de fiction et d'animation : 45 000 euros ;

Aide à la production de documentaire de création : 25 000 euros.

- Convention

Une convention liant la Région Centre et le bénéficiaire précise les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide, et stipule les obligations du bénéficiaire.

- Comité de lecture

Le comité de lecture est composé de professionnels, son organisation est confiée à l'Atelier de Production Centre Val de Loire. Des représentants de la Région Centre et de l'Etat (DRAC du Centre) participent aux réunions du comité de lecture en qualité d'observateurs.

Le comité de lecture est chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région, ainsi que leur faisabilité.

Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Région Centre à qui revient la décision finale d'accorder une aide aux projets présentés.

ARTICLE 6 – Résidences de création et d'écriture

L'accueil des artistes en résidence est une forme de soutien à la création particulièrement adaptée à la politique en faveur du cinéma menée par la Région Centre. Il permet, outre une aide directe à la création artistique, de contribuer à des enjeux culturels tels que la diffusion sur le territoire, la formation, l'éducation et la sensibilisation des publics.

Ainsi, afin de mieux soutenir et accueillir les artistes et leurs équipes, la résidence de création de Château-Renault complète sa vocation initiale de studio d'animation par deux autres types de résidences : une résidence d'écriture et une résidence de postproduction.

Cette structure permet d'accompagner les artistes en complément ou non des aides accordées au titre de la présente convention.

- Studio Image Image

Dans le domaine de l'animation, le Studio Image Image permet de mettre en oeuvre des tournages sur des durées importantes en offrant des conditions de production professionnelles ainsi que des outils pour la postproduction de ces projets.

- Résidence de postproduction

Dans le domaine de la fiction et du documentaire, la résidence permet à des projets déjà tournés d'aboutir en leur offrant des moyens de postproduction professionnels et d'étoffer les opérations d'éducation à l'image et de diffusion.

- Résidence d'écriture

La résidence d'écriture permet aux auteurs d'écrire une première version ou une nouvelle version de leur scénario en aménageant pour le producteur et l'auteur un temps et un lieu de travail isolé et calme.

Ces résidences constituent par ailleurs un élément de développement et d'accompagnement des actions d'éducation à l'image et de diffusion sur le territoire régional.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Centre et l'Etat (Direction régionale des affaires culturelles) apportent leur soutien financier à la résidence, chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à l'Atelier de Production Centre Val de Loire qui est chargée de la mise en oeuvre et de la coordination de cette opération.

Chapitre 2 : Aide à la production cinématographique de long métrage

ARTICLE 7 - Aide à la production de longs métrages de cinéma

Dans le cadre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour la période de 2004 à 2006, la Région Centre attribuera des aides à la production de longs métrages de cinéma, selon les dispositions qui suivent, prévues au présent article et aux articles 8, 9 et 10 de la présente convention.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Centre s'engage à développer son effort financier en faveur de la production cinématographique de long métrage, par une augmentation de sa dotation consacrée au long métrage de cinéma dès l'année 2004. Elle s'engage à accroître ensuite son soutien financier au long métrage de cinéma, au plus tard la dernière année de la période conventionnelle triennale.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, à la condition de cet engagement de principe et d'un minimum d'intervention annuelle de cent mille euros (100 000) de la part de la Région, le Centre national de la cinématographie accompagnera l'effort de la Région par une subvention annuelle, versée à la Région, et destinée à encourager et accroître l'intervention de la Région dans ce domaine.

L'intervention financière du CNC sera calculée sur la base de 1 euro du CNC pour 2 euros engagés par la Région. La participation du CNC ne pourra pas excéder un million d'euros (1 M) par région. Ces aides sont destinées à soutenir la production cinématographique de longs métrages de fiction, d'animation et documentaires.

- Eligibilité

Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée de plus de 60 minutes, agréées par le CNC, qui respectent les règlements définis par la collectivité, et dont la qualité d'écriture du scénario et la filmographie du réalisateur sont jugées satisfaisantes par le comité de lecture.

Présentées par des sociétés de production autorisées, les œuvres doivent être tournées sur le territoire régional selon les critères de territorialisation définis par la Région Centre.

- Montants des aides

Ces aides prennent la forme de subventions.

Les montants des aides sont plafonnés, ces plafonds font l'objet d'une inscription dans les règlements d'attribution et de fonctionnement votés par le Conseil régional du Centre.

La Région Centre accorde ces aides sous la forme de subvention et avec un plafond d'intervention fixé à 150 000 euros.

- Convention

Une convention liant la Région Centre et le bénéficiaire précise les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide, et stipule les obligations du bénéficiaire.

- Comité de lecture

Le comité de lecture est composé de professionnels, son organisation est confiée à l'Atelier de Production Centre Val de Loire. Des représentants de la Région Centre et de l'Etat (DRAC du Centre) participent aux réunions du comité de lecture en qualité d'observateurs.

Le comité de lecture est chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région, ainsi que leur faisabilité.

Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Région Centre à qui revient la décision finale d'accorder une aide aux projets présentés.

Chapitre 3 : Mise en œuvre et évaluation du fonds régional d'aide à la création et à la production cinématographiques et audiovisuelles

Les dispositions qui suivent (articles 8, 9 et 10 de la présente convention) s'appliquent à l'ensemble des aides de la Région Centre au titre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour les années 2004, 2005 et 2006 (articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la présente convention).

ARTICLE 8 - Rappel du cadre juridique communautaire

L'aide de la Région Centre aux entreprises de production cinématographique et audiovisuelle s'inscrit dans le cadre général du régime d'aide français notifié et approuvé par la Communauté européenne. Les collectivités territoriales interviennent dans ce cadre, en complémentarité avec l'Etat et le CNC. La Région Centre adopte les modalités générales du régime d'aide français pour ses propres interventions.

Il s'agit des aides aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles apportées par le CNC, accordées au titre d'un compte spécial du Trésor intitulé " soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie audiovisuelle ", alimenté par des taxes perçues sur les billets d'entrée dans les salles de cinéma, sur les télévisions, et sur les chiffres d'affaire des éditeurs vidéo. Leurs modalités d'attribution font l'objet des principaux textes suivants : le décret n° 99-130 du 24 février 1999 pour le cinéma, et les deux décrets n° 95-110 du 02 février 1995 et n° 98-35 du 14 janvier 1998 pour l'audiovisuel.

ARTICLE 9 - Critères d'intervention de la Région Centre et procédure d'examen des projets

a) Transparence des procédures

Les critères d'intervention de la Région Centre et la procédure d'examen des projets sont communiqués aux demandeurs d'aides lors du retrait des dossiers.

Ils donnent également lieu, par ailleurs, à une communication publique à l'intention des professionnels, sous les formes appropriées (site internet, brochures explicatives, etc.).

b) Harmonisation des demandes d'aides

Dans un souci de simplification des formalités administratives pour les demandeurs d'aides, les parties ont harmonisé leurs formulaires de demandes d'aide respectifs.

c) Procédure d'examen des projets

La Région Centre organisera un nombre suffisant de réunions des comités de lecture, de telle sorte que les décisions d'attribution des aides interviennent dans des délais compatibles avec le montage et la réalisation des projets.

d) Suivi des dossiers

La Région Centre dispose d'un dispositif efficace d'information des demandeurs et des bénéficiaires des aides, leur permettant de connaître l'évolution de leur dossier (du stade de la prise en compte de la demande d'aide à son versement, le cas échéant).

ARTICLE 10 - Evaluation du fonds régional d'aide à la création et à la production

A l'issue de la période d'exécution de la présente convention, et sans préjudice de l'évaluation annuelle prévue à l'article 17 de la présente, les parties s'engagent à évaluer les résultats et les modalités de fonctionnement du fonds régional d'aide à la création et à la production, en prenant notamment en compte les points de vue des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

Cette évaluation est fondée à la fois sur des critères artistiques et sur l'efficacité des procédures administratives mises en œuvre.

Chapitre 4 : Accueil des tournages et formation professionnelle

ARTICLE 11 – Accueil des tournages

Afin de faciliter l'accueil des tournages de films dans la région et d'inciter les professionnels à y tourner, la Région Centre avec l'aide du CNC, a créé une " commission régionale du film ", qui adhère à la charte et au réseau national des commissions du film animé par la Commission Nationale du Film France.

La mission de commission régionale du film a été confiée par la Région, en accord avec l'Etat et le CNC, à l'Atelier de Production Centre Val de Loire.

Dans la période de 2004 à 2006, la Région Centre apportera son soutien financier au fonctionnement et aux activités de la Commission régionale du film.

ARTICLE 12 – Formation professionnelle relative aux métiers de l'accueil des tournages, de la création et de la production

Dans la période de 2004 à 2006, la Région Centre, l'Etat et le CNC conviennent de mettre en œuvre des actions de formation dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel, dans le souci de renforcer l'attractivité du territoire et de valoriser les ressources régionales, en même temps que d'inscrire plus encore les commissions régionales du film dans le tissu professionnel régional et de les conforter durablement.

Ces actions de formation seront menées en coopération étroite avec la Commission régionale du film.

Elles seront plus particulièrement destinées à améliorer les " ressources régionales " afin que les productions désireuses de tourner en région puissent trouver sur place les éléments qualitatifs dont elles ont besoin. Il en est ainsi, tout particulièrement, des techniciens du cinéma et de l'audiovisuel, mais aussi des artistes et des différents intervenants dans ce secteur.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période de 2004 à 2006, ces actions de formation seront financées par la Région Centre.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la même période, le CNC contribuera au financement de ces actions à travers une subvention forfaitaire globale, versée à la Région.

ARTICLE 13 – Guide des soutiens à la production cinématographique et audiovisuelle (régions, départements, villes)

Depuis 10 ans, la Région Centre appuie l'édition par l'APCVL du " Guide mode d'emploi des politiques territoriales de soutien au cinéma et à l'audiovisuel ". Le Centre National de la Cinématographie a souhaité renforcer le travail engagé en s'associant à cette édition pour en élargir la diffusion.

Cet ouvrage est un des outils importants de sensibilisation des professionnels et des collectivités au développement d'une politique cinématographique en région et s'attache, année après année, à fournir des données précises sur les politiques territoriales. Il permet d'alimenter un grand nombre de colloques et de journées d'informations consacrées à la décentralisation.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Centre et le CNC cofinancent l'édition du guide, chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à l'Atelier de Production Centre Val de Loire.

TITRE II : SOUTIEN A LA DIFFUSION CULTURELLE

Chapitre 1 : Education artistique au cinéma et à l'audiovisuel

ARTICLE 14 – Dispositif régional "Lycéens au cinéma"

La Région Centre et l'Etat (Ministère de la Culture et de la communication – Préfecture de Région - Direction Régionale des Affaires Culturelles), en coordination avec le Centre national de la cinématographie, décident de prolonger leur partenariat pour développer le dispositif régional "Lycéens au cinéma".

Dans cette perspective, ils rechercheront la coopération des autres services ministériels déconcentrés concernés (Education, Agriculture).

- Objectif et modalités du dispositif

L'objectif de ce dispositif est d'initier à la culture cinématographique les jeunes scolarisés par la découverte d'un cinéma de qualité privilégiant la diversité culturelle et artistique. Le dispositif régional " Lycéens au cinéma " s'adresse aux classes volontaires des lycées d'enseignement général, professionnel et agricole de la région, ainsi que des centres de formation des apprentis. L'ensemble des établissements de la région est concerné par l'opération.

Le dispositif de base comporte la projection dans les salles de cinéma de 3 à 6 films par an (dont au moins la moitié sont choisis dans la liste nationale proposée par le CNC), durant le temps scolaire. Les films sont accompagnés de documents pédagogiques destinés aux enseignants et aux élèves. La participation financière est fixée à 2,30 par élève et par séance, avec un minimum de 3 séances par année.

Un dispositif d'accompagnement est mis en œuvre, notamment :

- avec les partenaires culturels des lycées disposant d'enseignements de spécialité ;
- des rencontres avec des professionnels du cinéma et des critiques ;
- le développement de partenariats entre salles de cinéma et lycées ;
- la sensibilisation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel ;
- la programmation de films ayant un lien avec la région ;
- la proposition de formations spécifiques à l'intention des enseignants et exploitants des salles de cinéma qui participent au dispositif.

- Coordination régionale du dispositif

La mise en œuvre et la coordination de cette opération sur l'ensemble du territoire régional pour les années 2004 à 2006 sont confiées par la Région à l'Atelier de Production Centre Val de Loire, structure choisie conjointement avec l'Etat (DRAC) et le CNC.

Ses missions consistent à :

- assurer l'interface technique et professionnelle entre le Conseil régional, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, le Centre national de la cinématographie et les services de l'Education Nationale ;
- traiter les candidatures en provenance des lycées en liaison étroite avec le Rectorat ;
- mettre en relation les lycées et les salles de cinéma les plus proches, sur l'ensemble du territoire régional ;
- élaborer le planning de circulation des films et le planning des séances ;
- organiser et évaluer les actions d'accompagnement ;
- proposer des actions de formation ;
- préparer les travaux du comité de pilotage, et fournir un bilan quantitatif et qualitatif en fin d'année scolaire et d'organiser la réunion bilan avec le comité de pilotage.

- Comité de pilotage

Un comité de pilotage du dispositif, comprenant les représentants des différents partenaires de l'opération, est mis en place. Il définit les grands objectifs de cette politique. Il choisit les films proposés et les actions d'accompagnement, sur proposition du coordinateur régional de l'opération. Il procède à l'évaluation de l'opération à partir des documents de bilans fournis par le coordinateur régional.

Le comité de pilotage est composé :

- du Président du Conseil Régional, ou de son représentant ;
- du Directeur de la Culture du Conseil Régional, ou de son représentant ;
- du Directeur des Lycées du Conseil Régional, ou de son représentant ;
- du Directeur Régional des Affaires Culturelles, ou de son représentant ;
- du Directeur général du CNC, ou de son représentant ;
- du Recteur d'académie, ou de son représentant ;
- du représentant du Ministère de l'Agriculture ;
- de représentants des exploitants des salles de cinéma dans la région ;
- de représentants d'enseignants ;
- de représentants de la structure chargée de la coordination régionale.

En cas de besoin, le comité associe à ses travaux les compétences d'experts.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Centre et l'Etat (Direction régionale des affaires culturelles) apportent leur soutien financier au dispositif régional " Lycéens au cinéma ", chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la coordination de cette opération.

ARTICLE 15 – Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel

La Région Centre et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction Régionale des Affaires Culturelles), en coordination avec le Centre national de la cinématographie, décident de prolonger leur partenariat pour soutenir le développement du pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel.

La mise en œuvre et la coordination de cette opération sur l'ensemble du territoire régional pour les années 2004 à 2006 sont confiées par la Région à l'Atelier de Production Centre Val de Loire, structure choisie conjointement avec l'Etat (DRAC) et le CNC.

- Missions du pôle régional

Les missions des pôles régionaux d'éducation artistique et de formation sont définies par une charte nationale, qui a fait l'objet d'une diffusion à travers la circulaire n° 2003 / 018 du 17 octobre 2003 susvisée.

- Comité de pilotage

Conformément aux termes de la circulaire n° 2003 / 018 du 17 octobre 2003, un comité de pilotage régional est mis en place par la Région Centre et la DRAC.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Centre et l'Etat (Direction régionale des affaires culturelles) apportent leur soutien financier au pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel, chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la mise en œuvre et de la coordination de cette opération.

Chapitre 2 : Autres actions de diffusion, d'éducation artistique et de formation

ARTICLE 16 – Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique

a) " Un été au ciné – Cinéville "

La Région Centre et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction régionale des affaires culturelles), en coordination avec le Centre national de la cinématographie, décident de prolonger leur partenariat pour soutenir le développement de l'opération régionale " Un été au ciné / Cinéville ".

- Modalités de l'opération

Dans le cadre de la politique de la ville, l'opération " Un été au ciné " s'adresse aux jeunes des zones urbaines sensibles chaque année durant les mois de juillet et août. Elle se compose de quatre volets : incitation à la fréquentation cinématographique, séances spéciales, ateliers de pratique artistique, séances de cinéma en plein air.

Le volet " Cinéville " constitue le prolongement de " Un été au ciné ". Se déroulant tout au long de l'année, il reprend les éléments liés à la pratique artistique et à la diffusion. Un travail supplémentaire est mené en matière de formation des animateurs de quartiers. Cette formation permet aux acteurs locaux d'effectuer un véritable travail de sensibilisation préalable à l'installation d'ateliers audiovisuels, ainsi qu'un suivi permanent sur le terrain.

Les modalités de l'opération ont été définies par le " protocole d'accord relatif au programme " Un été au ciné / Cinéville " signé le 3 juillet 2001 par le Ministère de la culture et de la communication (Délégation au développement et à l'action territoriale), le CNC, le Ministère délégué à la ville (Délégation interministérielle à la ville), le Ministère de la jeunesse et des sports (direction de la jeunesse et de l'éducation populaire), et le Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD).

- Comité de pilotage

Un comité de pilotage de l'opération, comprenant les représentants des différents partenaires régionaux, est mis en place. Il définit les grands objectifs de cette politique. Il assure notamment la responsabilité des actions d'accompagnement et du choix des films proposés par le coordinateur régional de l'opération. Il procède à l'évaluation de l'opération à partir des documents de bilan fournis par le coordinateur régional.

- Mise en oeuvre et coordination

La mise en oeuvre et la coordination de cette opération sur l'ensemble du territoire régional pour les années 2004 à 2006 sont confiées par la Région à l'Atelier de Production Centre Val de Loire, structure choisie conjointement avec l'Etat (DRAC) et le CNC.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Centre et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction régionale des affaires culturelles) apportent leur soutien financier au dispositif régional " *Un été au cinéma - Cinéville* ", chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la mise en oeuvre et de la coordination de cette opération.

b) " Université au cinéma "

La Région Centre et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction régionale des affaires culturelles), en coordination avec le Centre national de la cinématographie, décident de prolonger leur partenariat pour soutenir le développement de l'opération expérimentale " Université au cinéma ".

- Modalités de l'opération

Prolongement de l'ensemble des actions d'éducation à l'image proposées par le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère de l'Education Nationale, Université au cinéma est un dispositif expérimental. Il couvre les missions suivantes :

- Sensibilisation par la mise en place de cycles de projections cinéma et de conférences ;
- Education par la prise en charge de cours ;
- Formation grâce à la réalisation d'ateliers de pratiques artistiques.

Ce dispositif a vocation à trouver sa place au sein des deux universités de l'Académie Orléans-Tours et des établissements relevant de l'enseignement supérieur dans la région.

- Comité de pilotage

Un comité de pilotage de l'opération, comprenant les représentants des différents partenaires régionaux, est mis en place. Il définit les grands objectifs du dispositif. Il procède à l'évaluation de l'opération à partir des documents de bilan fournis par le coordinateur régional.

- Mise en oeuvre et coordination

La mise en oeuvre et la coordination de cette opération pour les années 2004 à 2006 sont confiées par la Région à l'Atelier de Production Centre Val de Loire, structure choisie conjointement avec l'Etat (DRAC) et le CNC.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Centre et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction régionale des affaires culturelles) apportent leur soutien financier au dispositif régional " *Université au cinéma* ", chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la mise en oeuvre et de la coordination de cette opération.

c) Soutien à la diffusion art et essai

La Région Centre et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction régionale des affaires culturelles), décident de prolonger leur partenariat pour soutenir la diffusion du cinéma art et essai sur le territoire régional.

- Modalités et mise en œuvre

Le soutien à la diffusion " art et essai " se décline selon trois axes principaux :

- Aide aux projets : cette aide s'adresse à des organisateurs de festivals, des associations de cinéphiles, des associations intervenants dans les domaines de la diffusion et de l'éducation au cinéma et à l'audiovisuel, selon des critères définis en commun entre la Région Centre et la DRAC du Centre.
- Association des Cinémas du Centre : la Région Centre et la DRAC du Centre décident d'apporter leur soutien à l'Association des Cinémas du Centre (ACC). Cette association poursuivra son action de fédération et structuration du réseau des cinémas indépendants de la région et de diffusion du cinéma d'art et d'essai. Cette action passe notamment par la mise en œuvre de prévisionnements des films, l'organisation de circulations de copies, le développement d'actions d'animations collectives avec une attention particulière pour le jeune public, le film du patrimoine et le documentaire.
- Aide régionale à l'art et essai : la Région Centre souhaite poursuivre le soutien engagé en faveur des salles de cinémas qui réalisent un travail de diffusion en faveur des films d'arts et d'essais.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Centre et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction régionale des affaires culturelles) apportent leur soutien financier à la diffusion art et essai, chaque partenaire versant directement sa participation aux structures qui mettent en œuvre les actions soutenues.

d) Festival " Images en région "

Le festival " Images en région ", organisé par l'Atelier de Production Centre Val de Loire a, depuis son origine, été soutenu conjointement par la Région Centre et l'Etat. Cette manifestation présente en compétition des films qui ont bénéficié du concours financier de collectivités françaises et européennes. " Images en région " s'est imposé comme un lieu incontournable pour la production indépendante et les collectivités territoriales.

- Modalités et mise en œuvre

Le festival Images en région poursuit quatre axes prioritaires :

- Reconnaître et identifier les collectivités françaises et européennes qui prennent une part dans le financement du cinéma, et favoriser la mise en valeur des expériences menées sur ces territoires ;
- Favoriser la mise en réseau des fonds territoriaux et fournir des lieux de rencontres et d'échanges entre les responsables de fonds d'aides et les professionnels du cinéma ;
- Valoriser le cinéma et l'audiovisuel comme partie intégrante de l'aménagement culturel d'un territoire, pour la diffusion et l'éducation à l'image ;
- Présenter des films soutenus par les collectivités françaises et européennes et favoriser leur diffusion dans le cadre de coopérations interrégionales.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Centre et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction régionale des affaires culturelles) apportent leur soutien financier au festival Images en région, chaque partenaire versant directement sa participation à l'Atelier de Production Centre Val de Loire.

TITRE III – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

ARTICLE 17 – DUREE, EVALUATION ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour les années 2004, 2005 et 2006. Elle pourra être renouvelée.

Une évaluation sera mise en œuvre à deux niveaux :

- évaluation annuelle intervenant un mois avant la fin de chaque année civile ;
- évaluation triennale établie trois mois avant l'échéance de la convention.

Chaque point du document sera évalué. Des dispositions nouvelles pourront être proposées par chaque signataire à l'occasion de l'évaluation annuelle et donner lieu à amendement de la présente convention sous forme d'avenants.

Afin de mener à bien ces évaluations et d'assurer le suivi de la convention, un comité de pilotage, coprésidé par l'Etat et par la Région, est établi, composé comme suit :

- le Président du Conseil régional du Centre, ou son représentant ;
- le Préfet de la région Centre, ou son représentant ;
- le Directeur général du Centre national de la cinématographie, ou son représentant.

-

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Les dispositions financières font l'objet d'un avenant financier d'application annuel, établi dans le respect des procédures et des échéances respectives liées à l'élaboration du budget de chacun des partenaires.

Les partenaires signataires de la présente convention veilleront à ce que l'octroi et la liquidation des aides soient subordonnées à la régularité de la situation des bénéficiaires au regard de leurs obligations sociales et fiscales.

ARTICLE 19 – ACTIONS DE COMMUNICATION

Les actions de communication relatives aux opérations prévues par la présente convention devront mentionner la participation de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de la Région Centre - Direction régionale des Affaires culturelles de la région Centre), du Centre national de la cinématographie et de la Région Centre.

Et notamment, dans les conventions passées avec les bénéficiaires des aides, la Région veillera à ce que le générique des œuvres aidées dans le cadre des dispositifs prévus aux articles 4 à 10 de la présente comporte la mention " avec le soutien de la Région Centre, en partenariat avec le CNC ".

ARTICLE 20 – RESILIATION

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit et avant son expiration, par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 21 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de survenance d'un différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir, aux fins de conciliation, dans les 30 jours qui suivent l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance des autres au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception. En cas d'échec de la conciliation prévue ci-dessus, débouchant sur un litige entre les parties, celles-ci conviennent de porter l'affaire devant le Tribunal administratif d'Orléans.

La présente convention est signée à Orléans
En six exemplaires originaux, le

Pour la Région Centre,
le Président du Conseil Régional

Michel SAPIN

Pour le Centre national
de la cinématographie,
le Directeur général

David KESSLER

Pour l'État,
le Préfet de la Région Centre,
Préfet du Loiret

André VIAU

Le Contrôleur d'Etat
auprès du CNC

Norbert DIVOY

AVENANT FINANCIER

DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2004

A LA CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT

CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL

2004 - 2006

ENTRE

L'ETAT

(Ministère de la culture et de la communication
- Préfecture de la Région Centre
- Direction régionale des affaires culturelles
de la région Centre)

LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

ET

LA REGION CENTRE

Vu la loi de finances pour 2004 - n° 2003 - 1311 du 30 décembre 2003, parue au Journal Officiel n° 302 du 31 décembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003 - 1323 du 30 décembre 2003 portant décret de répartition des crédits du Ministère de la culture et de la communication pour 2004 ;

Vu le décret n° 2003 - 1349 du 30 décembre 2003 portant décret de répartition des crédits des comptes spéciaux du Trésor pour 2004 ;

Vu le budget du centre national de la cinématographie pour 2004 ;

Vu le budget primitif 2004 de la Région Centre

Vu la délibération n° du 09 juillet 2004 du Conseil régional autorisant son Président à signer la présente convention ;

ENTRE

L'État, représenté par le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, Monsieur André Viau, ci-après désigné " l'Etat ",

Le Centre national de la cinématographie, représenté par son Directeur général, Monsieur David Kessler, ci-après désigné " le CNC ",

ET

La Région Centre, représentée par son Président, Monsieur Michel Sapin, ci-après désignée " la Région ",

En application de la convention de développement cinématographique et audiovisuel pour la période 2004 à 2006, signée entre l'Etat, le Centre national de la cinématographie et la Région Centre en date du, et singulièrement de l'article 18 relatif aux dispositions financières, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - PARTICIPATIONS FINANCIERES DES PARTENAIRES

La participation totale de chacun des signataires de la convention à la mise en œuvre des axes prioritaires contractuels pour l'année 2004 s'établit comme suit :

Région Centre	1 500 000
Etat (Préfecture de Région - DRAC du Centre)	336 000
CNC	315 000

ARTICLE 2 - TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF

ACTIONS	ETAT (DRAC)	CNC	REGION	TOTAL
<i>Titre I – Chapitre 1- Articles 3,4,5</i> Aide à la création cinéma-tographique et audiovisuelle	---	100 000	440 000	540 000
<i>Titre I – Chapitre 1- Article 6</i> Résidence de création et d'écriture	12 000	---	50 000	62 000
<i>Titre I – Chapitre 2 - Article 7</i> Aide à la production cinéma-tographique de long métrage	---	180 000	360 000	540 000
<i>Titre I – Chapitre 4 - Article 11</i> Accueil des tournages	---	---	90 000	90 000
<i>Titre I – Chapitre 4 – Article 12</i> Formation professionnelle tournages, création et production	---	25 000	(pour mémoire)	25 000 + p.m
<i>Titre I – Chapitre 4 - Article 13</i> Guide des soutiens à la production cinématographique et audiovisuelle (régions, départements, villes)	---	10 000 (pour mémoire)	10 000	20 000
<i>Titre II – Chapitre 1 - Article 14</i> Lycéens au cinéma	31 000	---	90 000	121 000
<i>Titre II – Chapitre 1 - Article 15</i> Pôle régional d'éducation artistique et de formation	53 000	---	90 000	143 000
<i>Titre II – Chapitre 2 - Article 16</i> Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique	240 000	---	370 000	610 000
a) Un été au ciné – Cinéville	65 000		35 000	100 000
b) Université au cinéma	15 500	---	35 000	50 500
c) Soutien à la diffusion Art et Essai	118 500		210 000	328 500
d) Festival Images en région	41 000		90 000	131 000
TOTAUX	336 000	315 000	1 500 000	2 151 000

Titre II – Chapitre 1 - Article 14 – Lycéens au cinéma : pour mémoire, le CNC prend en charge financièrement le tirage des copies neuves et la conception des plaquettes d'accompagnement des films du dispositif " *Lycéens au cinéma* ".

ARTICLE 3 - SUBVENTIONS DE L'ETAT (DRAC DU CENTRE)

Les subventions de l'Etat (DRAC du Centre), d'un montant global de 336 000 (trois cent trente six mille euros), sont imputées de la manière suivante :

- 222 500 (deux cent vingt deux mille cinq cents euros) sur le chapitre 43-30 article 22 paragraphe 62,
- 113 500 (cent treize mille cinq cents euros) sur le chapitre 43-30 article 37 paragraphe 62.

Elles seront versées de la manière suivante :

Une subvention d'un montant total de 217 500 (deux cent dix sept mille cinq cents euros) sera versée à l'ordre de l'Atelier de Production Centre Val de Loire (APCVL) sur le compte de la structure : BFCC de Tours – 42559 – 00026 – 21025911802 – 95 ; selon des modalités définies dans le cadre d'une Convention d'objectifs triennale 2004-2006 et une convention financière annuelle entre l'Etat (DRAC du Centre) et l'Atelier de Production Centre Val de Loire, faisant l'objet d'arrêtés soumis au visa préalable du Contrôle financier déconcentré.

Les subventions pour un montant total de 118 500 (cent dix huit mille cinq cents euros) correspondant au Titre II – Chapitre 2 – Article 16 – c) Soutien à la diffusion de l'art et essai, seront versées directement aux bénéficiaires selon les procédures comptables en vigueur faisant l'objet d'arrêtés soumis au visa préalable du Contrôle financier déconcentré.

ARTICLE 4 : SUBVENTIONS DU CNC

Les subventions du CNC, d'un montant global de 305 000 (trois cent cinq mille euros), seront versées en deux fois à l'ordre de Monsieur le payeur régional de la Région Centre sur le compte suivant : 0400309J033, Code banque 20041, Code guichet 01012, Clé 20, soit 152 500 à la signature de la présente convention et 152 500 suite à l'évaluation annuelle des actions engagées.

Ces subventions sont imputées comme suit :

- **Titre I – Chapitre 1 - Articles 3, 4, 5**

" Aide à la création " sur la ligne budgétaire n° 657.714 -1185 du Budget D du CNC :

50 000 à la signature,

50 000 après bilan, au prorata de l'investissement annuel total effectivement réalisé par la Région

- **Titre I – Chapitre 2 - Article 7**

" Aide à la production de long métrage cinéma " sur la ligne budgétaire n° 657.714 -1185 du Budget D du CNC :

90 000 à la signature,

90 000 après bilan, au prorata de l'investissement annuel total effectivement réalisé par la Région

- **Titre I – Chapitre 4 - Article 12**

" Formation professionnelle " sur la ligne budgétaire n° 657.871 – 7209 du Budget D du CNC :

12 500 à la signature,

12 500 après bilan, sur la base d'un bilan annuel, à la fois qualitatif, quantitatif et financier.

- **Titre I – Chapitre 4 - Article 13 (pour mémoire)**

En outre, pour mémoire à travers une décision, le CNC verse une subvention de 10.000 (dix mille euros) en une fois, à l'Atelier de Production du Centre Val de Loire pour la réalisation et la diffusion du " Guide des soutiens à la production cinématographique et audiovisuelle (régions, départements, villes) ". Cette subvention est imputée sur la ligne budgétaire n° 657.620 – 1145 du Budget B du CNC.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur Général du CNC, et le comptable assignataire, l'Agent de la comptabilité générale du CNC.

ARTICLE 5 - SUBVENTIONS DU CONSEIL REGIONAL DU CENTRE

Les subventions de la Région Centre d'un montant global de 1 500 000 (un million cinq cents mille euros), sont imputées comme suit :

- **Titre I – Chapitre 1 - Articles 3, 4, 5**

" Aide à la création " sur l'autorisation de programme 2004.0304 : 440 000 euros.

- **Titre I – Chapitre 1 - Article 6**

" Résidence de création et d'écriture " sur l'opération 341 du budget primitif de la Région Centre au titre de l'exercice 2004 : 50 000 .

- **Titre I – Chapitre 2 - Article 7**

" Aide à la production de long métrage cinéma " sur l'autorisation de programme 2004.0304 : 360 000 euros.

- **Titre I – Chapitre 4 - Article 11**

" Accueil de tournages " sur l'opération 341 du budget primitif de la Région Centre au titre de l'exercice 2004 : 90 000 .

- **Titre I – Chapitre 4 - Article 13**

" Guide des soutiens à la production cinématographique et audiovisuelle (régions, départements, villes) " sur l'opération 341 du budget primitif de la Région Centre au titre de l'exercice 2004 : 10 000 .

- **Titre II – Chapitre 1 - Article 14**

" Lycéens au cinéma " sur l'opération 341 du budget primitif de la Région Centre pour l'exercice 2004 : 90 000 .

- **Titre II – Chapitre 1 - Article 15**

" Pôle régional d'éducation artistique et de formation " sur l'opération 341 du budget primitif de la Région Centre au titre de l'exercice 2004 : 90 000 .

- **Titre II – Chapitre 2 - Article 16**

" Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique " pour un montant de 370 000 euros qui se décompose comme suit :

Un été au ciné – Cinéville sur opération 341 du budget primitif de la Région Centre au titre de l'exercice 2004 : 35 000 euros ;

Université au cinéma sur opération 341 du budget primitif de la Région Centre au titre de l'exercice 2004 : 35 000 euros ;

Soutien à la diffusion Art et Essai sur opération 341 pour 80 000 euros et sur opération 316 pour 130 000 euros du budget primitif de la Région Centre au titre de l'exercice 2004 : 210 000 euros ;

Festival Images en région sur opération 341 du budget primitif de la Région Centre au titre de l'exercice 2004 : 90 000 euros.

Ces subventions seront versées de la manière suivante :

Les opérations inscrites au chapitre 341 du budget primitif de la Région Centre sont versées à l'ordre de l'Atelier de Production Centre Val de Loire (APCVL) sur le compte de la structure : BFCC de Tours – 42559 – 00026 – 21025911802 – 95 ; selon des modalités définies dans le cadre de la Convention cadre pluriannuelle 2003-2007 et de la convention d'application annuelle 2004 entre la Région Centre et l'Atelier de Production Centre Val de Loire.

Les subventions pour un montant total de 130 000 (cent trente mille euros) correspondant au Titre II – Chapitre 2 – Article 16 – c) Soutien à la diffusion de l'art et essai, seront versées directement aux bénéficiaires conformément aux procédures d'attribution de la Région Centre.

ARTICLE 6 - CLAUSE DE REVERSEMENT

S'il apparaît que les engagements des contractants ne sont pas tenus en tout ou partie dans les mêmes délais, chaque partie pourra demander le reversement du montant de sa contribution aux opérations qui n'auraient pas été réalisées.

Le présent avenant ne pourra en aucun cas être opposé aux présents signataires par les personnes morales, ou leurs représentants cités à la présente, celui-ci ne valant engagement qu'entre les signataires.

La présente convention est signée à Orléans
en six exemplaires originaux, le 20 sept. 04

Pour la Région Centre ,
le Président du Conseil Régional

Michel SAPIN

Pour le Centre national
de la cinématographie,
le Directeur général

David KESSLER

Pour l'État,
le Préfet de la Région Centre ,
Préfet du Loiret

André VIAU

Le Contrôleur d'Etat
auprès du CNC

Norbert DIVOY

